

H24Terre solidaire et développement : des pays et des homme
En Colombie, les assassinats menacent la construction de la paix

En Colombie, alors que les accords de paix entre le gouvernement et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (les FARC) ont été signés en novembre dernier, et dans un contexte de de démobilisation de la guérilla des FARC et de mise en application de l'accord final de paix, la violence est toujours aussi importante dans le pays. Les assassinats de défenseurs des droits humains et leaders sociaux continuent. Principales cibles : les leaders ruraux qui luttent pour la restitution des terres abandonnées pendant la guerre civile. La dernière victime en date, tuée le 30 janvier dernier, est Porfirio Jaramillo Bogallo, un des responsables de la communauté rurale de Guacamayas de la région d'Urabà, au nord de la Colombie. Très impliqué dans l'association « Tierra y Paz » (Terre et Paix) pour « l'amélioration des conditions de vie des populations rurales affectées par le conflit armé », il était menacé de mort depuis longtemps, lui qui avait voulu récupérer sa ferme, quittée à cause de la guérilla 16 ans plus tôt, mais occupée par un partisan des paramilitaires insoumis.

Ce sont au total 117 responsables d'organisations sociales et défenseurs des droits humains qui ont été assassinés en 2016, selon l'Institut d'Études pour le Développement et la Paix (Indepaz). Ainsi, malgré le contexte de mise en œuvre de l'accord final de paix avec les FARC et le début des négociations avec l'E.L.N., l'Armée de Libération Nationale -deuxième guérilla du pays toujours sur le pied de guerre-, la paix est loin d'être complète en Colombie. Les défenseurs des droits humains et leaders sociaux colombiens sont régulièrement menacés, enlevés et assassinés. Selon Indepaz, plus de 30 organisations sont persécutées de manière systématique. Cette résurgence de la violence rappelle les heures les plus sombres du conflit et menace la réalisation d'une paix. Ces actes de terreur et ces exactions s'effectuent dans une logique d'accaparement des terres afin de déplacer de force les propriétaires terriens pour

faciliter l'implantation de méga-projets de développement et renforcer le contrôle politique sur les populations.

Face à cette situation extrêmement préoccupante, le Réseau France-Colombie Solidarités demande à l'État colombien de reconnaître l'existence et le rôle des groupes paramilitaires dans ces homicides et de garantir la protection physique et psychologique de ses citoyens et notamment de celles et ceux qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté. Au Parlement colombien, il demande de légiférer sur la mise en œuvre du point 3.4. de l'accord de paix avec les FARC, afin que soit créée rapidement la Commission nationale de garanties de sécurité et l'Unité spéciale du Parquet pour enquêter sur les homicides en partie perpétrés par les structures paramilitaires, et les démanteler. Le Réseau demande aussi à la France de porter une attention spécifique à la situation de risque des défenseurs des droits humains et leaders sociaux, en appelant le gouvernement colombien à garantir immédiatement leur protection. Car il ne s'agit pas dans cette situation dangereuse de simples bavures, de menaces, de disparitions forcées et d'assassinats isolés, mais bien d'une stratégie qui révèle la volonté de certains acteurs de refuser la fin des conflits armés, et de lutter contre la recherche et la construction d'une paix durable en Colombie. En effet, les violences commises contre les personnes qui réclament leurs terres constituent une stratégie systématique de la part de puissants acteurs qui ont un intérêt à compliquer le processus de restitution des droits territoriaux. Derrière ces territoires, il existe, comme toujours, de grands intérêts économiques soutenus et facilités par des groupes armés illégaux, mais aussi par des structures politiques locales, régionales et nationales. Donc une sale guerre d'intérêts de puissants !